

Un parlementaire bolivien accuse la présidence putschiste de rétribuer des faveurs aux militaires montés en grade



La Paz, 21 juillet (RHC)- Le président de la Chambre des Députés de la Bolivie, Sergio Choque, a affirmé que les montées en grade dans la coupole militaire, décrétées par le gouvernement de Jeanine Áñez sans l'aval du parlement, sont inconstitutionnelles et représentent une rétribution de faveurs pour le coup d'état de novembre 2019.

« L'affaire des montées en grade est une décision du gouvernement qui nous montre clairement que les faveurs qui ont été faites doivent être payées, l'on est en train de les payer, mais ces montées en grade ne sont pas constitutionnelles » a affirmé le chef de la chambre basse, représentant du Mouvement vers le Socialisme, MAS, qui détient la majorité au parlement.

C'est la première réaction parlementaire face à ces montées en grade d'une quinzaine d'officiers de haut rang, survenue dans la matinée du 20 juillet au cours d'un meeting auquel a participé Áñez via Internet depuis son confinement dans la résidence présidentielle car elle est atteinte de Covid-19.

« La Constitution signale que les montées en grade des généraux doivent avoir l'aval du Sénat. Il doit approuver un rapport de toutes les personnes qui optent pour la montée en grade. Si le Sénat ne l'approuve pas, c'est au gouvernement d'en assumer la responsabilité » a relevé Choque.

Áñez a signalé au cours du meeting de remise des symboles de général que les Forces Armées ont eu une participation décisive au changement de gouvernement de novembre 2019 quand elle s'est auto-proclamée présidente transitoire après la démission forcée d'Evo Morales.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/229196-un-parlementaire-bolivien-accuse-la-presidence-putschiste-de-retribuer-des-faveurs-aux-militaires-montes-en-grade>



Radio Habana Cuba